

## BUDGET DE L'ÉTAT : DES CHOIX À REVOIR

« On ne peut pas équiper tout le monde au mieux, ça coûterait un pognon de dingue ! ... »

Depuis 2000, le constat est sans appel, les établissements médicaux publics français ont perdu près de 80 000 lits, selon les données de la DRESS (direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques). Malgré ce constat catastrophique, le budget de la sécurité sociale reste largement sous dimensionné par le gouvernement dans sa logique d'austérité choisie. Dans le même temps, le budget de la défense, lui, augmente de 40 % jusqu'en 2030, ce qui en fera le premier poste de dépenses du pays.

413 Milliards d'Euros ! Un chiffre qui fait rêver. Combien d'hôpitaux, d'écoles, de services publics, combien d'augmentations de salaires, de pensions, combien de modernisations de bâtiments, combien de besoins sociaux, de recherches médicales, écologiques et technologiques pourraient être satisfaits avec une telle somme sur les 5 prochaines années ?

413 Milliards d'Euros, c'est aussi un budget qui fait froid dans le dos, puisque c'est ce qui pourrait être alloué dans la future Loi de Programmation Militaire (LPM), et ancrer le pays dans une économie de guerre. Ce budget ne découle pas d'une étude de besoins de nos armées sur la modernisation des équipements, mais d'une injonction de l'OTAN qui pousse les pays membres à consacrer 2 % de leur PIB pour s'armer, se surarmer. La LPM passerait ainsi de 295M€, à 413M€.

La place croissante prise par les exportations françaises de matériels militaires installe la France, non plus sur des valeurs humanistes, mais sur ses marques de missiles ou de canons qui détruisent les vies et les infrastructures des pays qui les subissent. Que ce soit en France, où dans les pays acheteurs, dont certains en conflit, les questions démocratiques ne sont plus à l'ordre du jour et les contrôles parlementaires et citoyens sont mis à mal, voire inexistantes.

Et dans le même temps, le parcours de santé des Français-es est devenu un véritable « parcours du combattant », conséquence des choix de privilégier certains budgets. Celui militaire mais aussi le choix de surarmer la police en matériel de répression contre les manifs de gilets jaunes et contre celles des luttes contre la réforme des retraites voulue par Macron.

Après les grands discours (martiaux) de la période Covid et son défilé de promesses non tenues, les conséquences pour celles et ceux qui étaient en premières lignes ont explosé à la face des ministres de la santé macronistes : fuite des personnels ne pouvant plus tenir face à des conditions de travail délétères, fermetures de lits, de services, urgences comprises.

Pour notre département, les conséquences de cette désertion de l'État se voient clairement. À Romorantin, les personnels du service des urgences se sont mis-es en grève pour obtenir du personnel supplémentaire afin de remplir leurs missions de service public, en toute sécurité, pour elleux et les usager-es. En effet, après une réorganisation interne, deux infirmières devaient, seules, gérer le flux des patient-es de ce service essentiel pour le public tout en assurant dans le même temps les sorties de secours routier (SMUR). Autant dire : mission impossible!

La sécurité n'est pas la seule préoccupation des Français-es, n'en déplaise à BFM, CNEWS... Pour preuves, les nombreuses manifestations de soutien des habitant-es de Romorantin envers les personnels en grève de LEUR hôpital.

Devant ces stratégies de casse des services publics, il faut regarder avec attention les projets de restructuration de nos centres hospitaliers du département qui, sous couvert de réorganisation de l'offre de soins, sont prétexte à faire disparaître des lits, des services et des personnels dédiés aux missions de service public de santé en Loir et Cher.

**Pour la CGT, la santé n'est pas une dépense mais un investissement au service du pays.**

EN MANIFESTATION  
GRÈVE !!!  
JEUDI 13 AVRIL 2023  
Vendôme place de la liberté à 10h30  
cgf



"On ne peut pas équiper tout le monde au mieux, ça coûterait un pognon de dingue !

BLOIS Préfecture à 14h30

Syndicat CH Vendôme/Montoire 0254233798 ou 0673800302